

FARETRA INTERNATIONAL SA

Société anonyme

Siège social: **4, rue du Luxembourg**

L-4220 Esch-sur-Alzette

R.C.S. de Luxembourg

**CONSTITUTION D'UNE SOCIETE EN DATE DU 11
JANVIER 2017**

Numéro 70/2017

L'an deux mille dix-sept, le onzième jour du mois de janvier.

Par-devant Maître **Blanche MOUTRIER**, notaire de résidence
à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu :

1. La société **FARETRA ARTISTIC AGENCY SàRL**,
société à responsabilité limitée ayant son siège social à L-5720
Aspelt, 1, um Klaeppchen, immatriculée auprès du Registre de
Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B
184604,

2. La société **F2A SàRL**, société à responsabilité limitée
de droit français, ayant son siège social à F-54800 Jarny (France),
5, rue du Maréchal Foch, inscrite au registre de commerce et des
sociétés de Briey (France) sous le numéro 809 834 625,

3. Monsieur **Jérôme ANTINORO**, gérant de société, né
le 15 septembre 1970 à Thionville (France), demeurant à F-57100
Garche, (France) au 1 A rue de Meilbourg

Tous ici représentés par Monsieur Patrick BELOTTI, ci-après
prénommé, avec résidence professionnelle au 14, rue Xavier
Brasseur, L-4040 Esch-sur-Alzette, en vertu de trois procurations
données sous seing privé ; lesquelles procurations resteront, après
avoir été signées « ne varietur » par le manataire des comparants,
annexées aux présentes pour être soumises avec elles aux
formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes ont requis le notaire soussigné de
dresser les statuts d'une société anonyme qu'elles déclarent
constituer comme suit :

Statuts

Article 1 Forme et dénomination

Article 2 Il est formé par les souscripteurs et par toutes les personnes qui
deviendront actionnaires par la suite une société anonyme (la « Société »)
avec la dénomination « **FARETRA INTERNATIONAL SA** » qui sera
régie par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés
commerciales (la « Loi ») telle qu'amendée, ainsi que par les présents
statuts.

Article 3. Objet

La Société a pour objet (i) la gestion d'un organisme de formation
professionnelle dans le secteur artistique et en particulier dans la coiffure, (ii)

le conseil en relations publiques et en communication, (iii) la société pourra organiser des séminaires et conférences, (iv) l'acquisition, la détention, la gestion et l'aliénation, sous quelque forme que ce soit, de participations, d'intérêts et de droits dans, et d'engagements des sociétés ou autres entités, entreprises ou investissements commerciaux luxembourgeois et étrangers, l'acquisition par l'achat, la souscription, la prise en charge ou de toute autre manière ainsi que le transfert par la vente, l'échange ou de toute autre manière d'actions, d'obligations, de certificats de créance, de créances, de titres obligataires, de certificats de dépôt et d'autres titres ou instruments financiers de quelque nature que ce soit, ou de tout type d'engagements assumés par des tiers, (v) la détention, l'acquisition, l'aliénation, l'investissement de quelque manière que ce soit dans, le développement, l'octroi de licences ou de sous-licences et la gestion de tout brevet ou autre droit de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit, ainsi que les droits qui en découlent ou qui les complètent, et (vi) la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille (composé notamment des actifs mentionnés aux points (iv) et (v) ci-dessus).

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit et ce, dans tout type d'actifs. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personne et peut exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales situées au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission de titres obligataires, d'obligations et de certificats de créance et autres titres de créances de quelque nature que ce soit.

La Société peut accorder des prêts (subordonnés ou non) ou d'autres formes de financement et prêter des fonds (y compris le produit des emprunts et/ou des émissions de titres de créance) à des sociétés ou d'autres entités ou entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société, ou toute autre société ou entité qu'elle jugerait appropriée.

La Société peut consentir des garanties ou des sûretés à des tiers afin de garantir ses propres obligations et engagements ainsi que les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entité qu'elle jugerait appropriée, et ce, généralement pour son propre profit ou au profit de ces entités. La Société pourra également nantir, céder, grever de charges ou créer des sûretés sur toute ou partie de ses avoirs.

D'une manière générale, elle peut prêter assistance de quelque manière que ce soit à des sociétés ou d'autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entité qu'elle jugerait appropriée, prendre des mesures de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle estime utile à la réalisation et au développement de ses objets.

Article 4 Siège social

Le siège social de la Société est établi dans la ville d'**Esch-sur-Alzette**, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré d'une commune à une autre par décision de l'Assemblée ou du Conseil ou à l'intérieur de la commune de Luxembourg par décision du Conseil. En cas de transfert d'une

commune à une autre le Conseil sera autorisé à modifier les statuts en conséquence.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque le Conseil estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre ce siège social et l'étranger, se sont produits ou sont sur le point de se produire, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures temporaires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert temporaire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Article 5 Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Article 6 Capital social

Le capital social souscrit et émis est fixé à trente-deux mille euros (**32.000,-** EUR) représenté par **cent (100)** actions d'une valeur nominale de **trois cent vingt euros (320,-** EUR) chacune.

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution adoptée par l'Assemblée selon les modalités requises pour la modification des statuts, telles que prescrites à l'??2 ci-après.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

Capital autorisé

Le capital autorisé y compris le capital social souscrit et émis de la Société est fixé à **deux cent mille euros (200.000,-** EUR) qui sera représenté par **six-cent-vingt-cinq (625)** actions, d'une valeur nominale de **trois-cent-vingt euros (320,-** EUR) chacune.

Le Conseil est autorisé, dans une période expirant le cinquième anniversaire de la date de la constitution de la Société ou, le cas échéant, la décision de renouveler, d'augmenter ou changer le capital autorisé, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital social à concurrence du capital autorisé par émission d'actions nouvelles (ou tout titre ou droit convertible, échangeable ou donnant droit à des actions) dans les limites fixées ci-dessus. Ces augmentations de capital pourront être émises avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles vis-à-vis de la Société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission.

Le Conseil est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires existants un droit préférentiel de souscription sur les actions à émettre.

Le Conseil peut déléguer à tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, le pouvoir de recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital et d'émettre les actions et faire les inscriptions y relatives dans le registre des actionnaires.

Le capital autorisé de la Société pourra être augmenté, réduit ou changé par décision de l'Assemblée selon les modalités requises pour la modification des statuts, telles que prescrites à l'??2 ci-après.

Article 8 Actions

La Société peut avoir un ou plusieurs actionnaires (les « **Actionnaires** »).

Les actions sont et resteront nominatives.

Un registre des Actionnaires de la Société sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout Actionnaire. Ce registre indiquera le nom de chaque Actionnaire, sa résidence ou son domicile élu tel qu'indiqué à la Société, le nombre d'actions qu'il détient, les montants libérés pour chacune de ces actions, ainsi que le transfert d'actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

Les Actionnaires fournissent à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et annonces pourront être envoyées. À défaut d'indication spécifique, l'adresse inscrite dans le registre des Actionnaires pourra être utilisée par la Société. Les Actionnaires peuvent, à tout moment, modifier leur adresse moyennant notification écrite à la Société.

À la demande écrite d'un Actionnaire, un certificat confirmant l'inscription de cet Actionnaire au registre des Actionnaires peut être émis. Les certificats ainsi émis auront la forme et porteront les mentions et numéros d'identification qui seront déterminés par le Conseil. Ces certificats seront signés manuellement ou par télécopie par deux membres du Conseil ou par le délégué du Conseil. Les certificats perdus, volés ou abîmés seront remplacés par la Société sur la base de preuves, d'engagements et d'indemnités jugés satisfaisants par la Société, étant entendu que les certificats abîmés devront être remis avant que de nouveaux certificats soient émis.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs action(s) est (sont) détenue(s) de manière conjointe ou si la propriété de cette(ces) action(s) est contestée, toutes les personnes revendiquant un droit à cette(ces) action(s) doivent nommer un seul mandataire pour représenter cette(ces) action(s) envers la Société. À défaut de nommer ledit mandataire, les droits attachés à cette(ces) action(s) sont suspendus.

Article 9 Transfert d'actions

Le transfert d'actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite ou transcrite dans le registre des Actionnaires de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par les personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet, ou conformément aux dispositions relatives à la cession de créances prévues par l'article 1690 du Code civil.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'autres instruments de transfert attestant du consentement du cédant et du cessionnaire jugés satisfaisants par la Société.

Article 11 Assemblée des Actionnaires de la Société

Toute assemblée des Actionnaires de la Société (l'« **Assemblée** ») représentera l'ensemble des Actionnaires de la Société. Elle disposera des pouvoirs les plus étendus afin d'ordonner, d'effectuer ou de ratifier les actes relatifs à toutes les opérations de la Société.

Les Assemblées se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg (à moins que le Conseil constate que des circonstances exceptionnelles requièrent qu'une

Assemblée se tiennent à l'étranger) à l'endroit et à l'heure indiqués dans les avis de convocation à cette assemblée.

Délais de convocation, *quorum*, procurations et avis de convocation

L'Assemblée sera convoquée par le Conseil ou le commissaire aux comptes, à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour envoyé par lettre recommandée (sauf si les destinataires ont individuellement accepté de recevoir la convocation par un autre moyen de communication), au moins huit (8) jours avant l'Assemblée, à chaque Actionnaire à l'adresse indiquée pour chacun dans le registre des Actionnaires. Cependant, si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des Actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'Assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis préalable.

Les délais de convocation et *quorum* prévus par la Loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite des Assemblées, sauf disposition contraire des statuts.

Sauf disposition de la Loi ou des statuts, chaque action donne droit à une voix.

Sauf si la Loi, ou les présents statuts n'en disposent autrement, les décisions prises à une Assemblée seront adoptées à la majorité des Actionnaires présents ou représentés et ayant le droit de voter.

Un Actionnaire peut agir à toute Assemblée en nommant comme mandataire un autre Actionnaire, par écrit, que ce soit par lettre, télécopie ou courriel reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur et ce, sans limitation quant au nombre de procurations que chaque Actionnaire peut accepter et voter.

Tout Actionnaire peut participer à une Assemblée par conférence téléphonique, vidéoconférence ou d'autres moyens similaires de communication grâce auxquels (i) les Actionnaires participant à l'Assemblée peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à l'Assemblée peuvent s'entendre et communiquer les uns avec les autres, (iii) l'Assemblée est transmise de façon continue et (iv) les Actionnaires peuvent valablement délibérer. La participation à une Assemblée par ces moyens équivaut à une présence en personne à cette Assemblée.

Le Conseil peut suspendre les droits de vote de tout Actionnaire qui est en défaut de remplir ses obligations lui incombant en vertu des présents statuts ou de son acte de souscription ou d'engagement. La Société reconnaîtra toute suspension résultant d'un pacte d'actionnaire qu'elle aura accepté ou qui aura été porté à sa connaissance.

Article 12 Administration

La Société sera administrée par un conseil d'administration (le « **Conseil** ») composé d'au moins trois (3) administrateurs.

Les administrateurs seront élus pour une période ne pouvant excéder six ans et seront rééligibles.

Les administrateurs seront élus par l'Assemblée qui déterminera également le nombre d'administrateurs, leur rémunération en tant qu'administrateur (s'il y a lieu) et la durée de leur mandat.

Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif ou remplacé et ce, à tout moment, par décision de l'Assemblée.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, retraite ou autre, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes,

un administrateur pour pourvoir au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée.

Article 13 Réunions du Conseil

Le Conseil peut, et si la loi l'exige doit, nommer un président (le « **Président** ») et peut nommer un ou plusieurs vice-présidents parmi ses membres. Il peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et des décisions de l'Assemblée. Le Président présidera les réunions du Conseil et des Assemblées. En son absence, la présidence sera assumée par le vice-président ou à défaut l'Assemblée ou le Conseil (le cas échéant) nommera un autre président *pro tempore* qui présidera la réunion en question.

Le Conseil se réunira sur convocation du Président ou de deux administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Avis écrit de convocation de toute réunion du Conseil sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue de ladite réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée sommairement dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil. Cet avis de convocation peut être remis par le secrétaire (s'il y en a un).

La réunion peut être valablement tenue sans avis de convocation écrit préalable si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés lors de la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir pleine connaissance de l'ordre du jour de ladite réunion. Il peut être renoncé à la convocation écrite moyennant l'accord de chaque membre du Conseil donné par écrit, que ce soit par lettre, télécopie ou courriel reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Tout membre du Conseil peut se faire représenter à toute réunion du Conseil en nommant par écrit, que ce soit par lettre, télécopie ou courriel reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur, un autre administrateur comme son mandataire et ce, sans limitation quant au nombre de procurations que chaque administrateur peut accepter et voter, à condition toutefois qu'au moins deux membres soient présents en personne, ou assistent à ladite réunion par l'un des moyens de communication conforme aux exigences énoncées au paragraphe suivant.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout autre moyen similaire de communication grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et communiquer les unes avec les autres, (iii) la réunion est transmise de façon continue et (iv) les administrateurs peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion par l'un de ces moyens de communication équivalra à une participation en personne à ladite réunion. Une réunion du Conseil pourra être tenue uniquement par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout autre moyen similaire de communication.

Le Conseil ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil. Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à ladite réunion. En cas d'égalité des voix, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Le Conseil peut également en toutes circonstances et à tout moment, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire et les résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil seront aussi valables et effectives que si elles étaient adoptées lors d'une réunion dûment tenue. Ces signatures peuvent apparaître sur un seul document ou plusieurs copies de la même résolution.

Article 14 Procès-verbaux des réunions du Conseil

Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil doivent être signés par le Président ou, en son absence, par le vice-président ou le président *pro tempore* qui a présidé cette réunion ou par deux administrateurs ou tel que décidé par le Conseil.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient servir en justice ou ailleurs seront signés soit par le Président ou par deux administrateurs, soit tel que décidé par le Conseil

Article 15 Pouvoirs du Conseil

Le Conseil est doté des pouvoirs les plus étendus pour accomplir ou faire accomplir tous les actes de disposition, de gestion et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les statuts à l'Assemblée relèvent de la compétence du Conseil.

Article 16 Délégation de pouvoirs

Le Conseil peut déléguer ses pouvoirs de gestion journalière des affaires de la Société et la représentation de la Société dans la gestion de ces affaires à toute personne qui ne doit pas nécessairement être administrateur ou Actionnaire, agissant individuellement ou de concert comme comités délibérant aux conditions fixées par le Conseil. Il peut également déléguer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, ne devant pas nécessairement être administrateurs ou Actionnaire, ainsi que nommer et révoquer tous les dirigeants et employés et fixer leur rémunération.

Article 17 Signatures autorisées

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers et ce, à tous égards, par la signature conjointe de deux administrateurs (y compris, par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil ou deux des administrateurs (y compris par voie de représentation), dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Article 18 Responsabilité des administrateurs

Toute personne étant, ou ayant été, administrateur ou dirigeant de la Société sera indemnisée par la Société dans la mesure la plus large permise par la loi pour toute responsabilité et pour toutes les dépenses raisonnablement encourues ou payées par elle dans le cadre d'une demande, action, poursuite ou procédure, dans lesquelles elle serait impliquée en tant que partie ou autrement en vertu de sa qualité passée ou présente d'administrateur ou de dirigeant et pour les montants payés ou encourus par elle dans le cadre du règlement de celles-ci. Les termes « demande », « action », « poursuite » ou « procédure » s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (en matière civile, administrative, pénale ou autre) actuelles ou éventuelles. Les termes « responsabilité » et « dépenses » devront inclure et ce, de manière non limitative, les honoraires d'avocat, frais, jugements et

montants payés dans le cadre d'une telle procédure ou pour tout jugement ou transaction qui interviendrait dans ce cadre.

Les dépenses relatives à la préparation et la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure de la nature décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision définitive sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du dirigeant ou administrateur de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation aux termes du présent article.

Article 19 Commissaire(s) aux comptes

Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le(s) commissaire(s) aux comptes sera(seront) élu(s) pour une période n'excédant pas six ans et sera(seront) rééligible(s).

Le(s) commissaire(s) aux comptes sera(seront) nommé(s) par l'Assemblée qui détermine leur nombre, sa(leur) rémunération et la durée de son(leur) mandat. Le(s) commissaire(s) aux comptes en fonction peu(ven)t être révoqué(s) à tout moment par l'Assemblée, avec ou sans motif.

Si l'Assemblée désigne un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, l'obligation de nommer un (des) commissaire(s) aux comptes est supprimée et les références aux commissaires aux comptes dans les présents statuts ne s'appliquent pas.

Article 20 Exercice social

L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année, sauf pour le premier exercice social qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2017.

Article 21 Affectation des bénéfices

Il est fait annuellement sur les bénéfices nets, un prélèvement de cinq pour cent (5%) affecté à la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société, tel qu'indiqué à l'?? ci-dessus.

L'Assemblée décidera de l'affectation du solde restant des bénéfices nets annuels.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil et devront être payés au lieu et à la date fixée par le Conseil. Le Conseil peut décider de verser des acomptes sur dividendes selon les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Article 22 Dissolution et liquidation

La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision adoptée par l'Assemblée selon les modalités prévues en matière de modification des présents statuts, telles que prévues à l'???2 ci-après.

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateur(s) nommé(s) par l'Assemblée qui déterminera les pouvoirs et la rémunération du(des) liquidateur(s).

Après règlement des dettes, charges et dépenses de liquidation, et après remboursement de toute réserve d'actions (comprenant toute prime d'émission, réserve, apport en capital ou apport similaire), tout solde

résultant de la liquidation sera payé aux Actionnaires de la Société tel que prévu par les présents statuts.

Article 23 Modifications statutaires

Les présents statuts pourront être modifiés, par une Assemblée extraordinaire selon les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

Article 24 Droit applicable

Toutes les matières qui ne sont pas régies expressément par les présents statuts et seront réglées conformément à la Loi.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Le premier exercice social commence à la date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2017.

La première Assemblée annuelle se tiendra en 2018.

SOUSCRIPTION

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, les parties comparantes déclarent par les présentes qu'elles souscrivent à 100 (cent) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Les 100 (cent) actions ont été partiellement libérées par les parties comparantes en numéraire à hauteur de 25% (vingt-cinq pour cent), comme suit :

Souscripteurs	N omb re d'ac tion s sous crite s	Prix de souscription
1.FARETRA ARTISTIC AGENCY SàRL	4 5	EUR 14.400,-
2. F2A SàRL	0 5	EUR 1.600,-
3. M. Jérôme ANTINORO	5 0	EUR 16.000,-

de sorte que le montant de **HUIT MILLE euros (8.000,- EUR)** est mis à la libre disposition de la Société, la preuve en ayant été présentée au notaire instrumentant.

DECLARATION-EVALUATION

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

FRAIS

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est estimé à approximativement **mille trois cents EUROS (EUR 1.300)**.

RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

L'Assemblée se réunissant en relation avec et immédiatement après la constitution de la Société et représentant l'intégralité du capital social souscrit, a unanimement adopté les résolutions suivantes :

1. L'Assemblée a décidé de nommer les personnes suivantes en tant qu'administrateurs de la Société :

(i) Monsieur **Jean-Michel FARETRA**, *directeur artistique*, né le 13 juillet 1968 à Algrange (France) demeurant à F-54800 Jarny (France), 5, rue Foch, et ;

(ii) Madame **Carole MOCQUARD**, épouse **FARETRA**, employée privée, née le 18 novembre 1969 à Mont-Saint-Martin (France), demeurant à F-54800 Jarny (France), 5, rue Foch, et ;

(iii) Monsieur **Jérôme ANTINORO**, artisan coiffeur, né le 15 septembre 1970 à Thionville (France), demeurant à F-57100 Garche, 1A, rue de Meilbourg, et;

(iv) Madame **Catherine GASSER**, épouse **ANTINORO**, employée privée, née le 02 septembre 1968 à Sélestat (France), demeurant à F-57100 Garche (France), 1A, rue de Meilbourg

pour une durée se terminant à l'Assemblée générale qui approuvera les comptes annuels de la Société de l'année 2022;

2. L'Assemblée a décidé de nommer la société **Fiduciaire Comptable Luxembourgeoise**, société à responsabilité limitée, ayant son siège à L-4011 Esch-sur-Alzette, 91, rue de l'Alzette, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 36.963, en tant que commissaire aux comptes de la Société pour une durée se terminant à l'Assemblée générale qui approuvera les comptes annuels de la Société de l'année 2022;

3. L'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la société à un ou plusieurs de ses membres.

Faisant usage de la faculté offerte par l'article 16 des statuts, l'assemblée nomme en qualité d'administrateur-délégué de la société :

Monsieur **Jean-Michel FARETRA** pré-qualifié qui pourra engager la Société sous sa seule signature, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

4. L'Assemblée a décidé d'établir le siège social de la Société au **4, rue du Luxembourg, à L-4220 Esch-sur-Alzette**;

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ensuite, le Conseil d'Administration s'est réuni et a désigné, à l'unanimité :

Monsieur **Jean-Michel FARETRA**, pré-qualifié, en tant que Président du Conseil d'Administration.

Dont acte, fait et passé à **Esch-sur-Alzette**, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, agissant en sa dite qualité, connu du notaire instrumentaire, par nom, prénom, état civil et demeure, il a signé avec Nous notaire la présente minute.

(signé) Patrick Belotti, Moutrier Blanche

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 janvier 2017

Relation: EAC/2017/1022

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) ff Monique HALSDORF

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 18 janvier 2017.